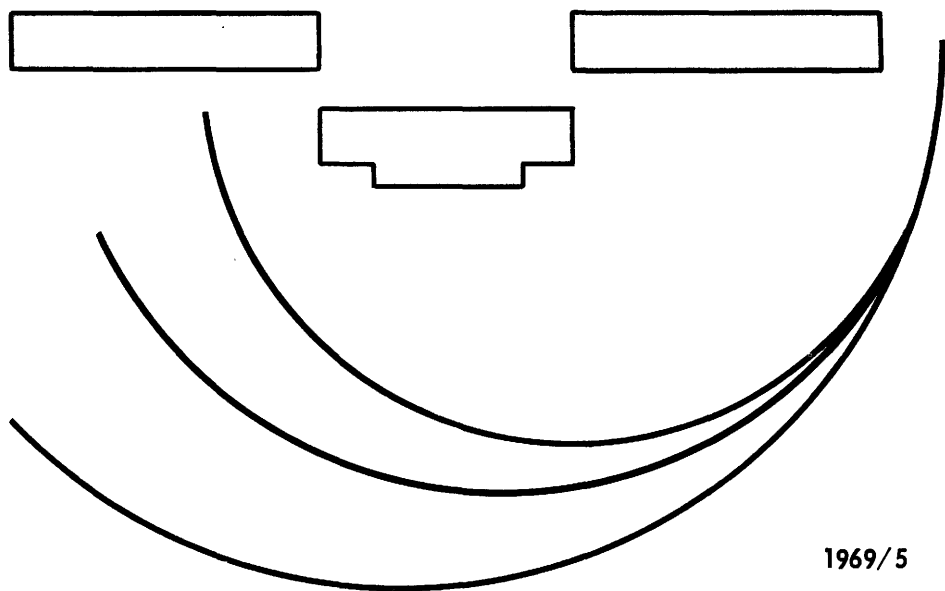


parlement européen

informations



S O M M A I R E

	<u>Page</u>
Position	1
I. Session de mai 1969	4
II. Activités des commissions parlementaires	28
III. Autres informations	38

Secrétariat général du Parlement européen

Publication de la direction générale de la documentation
parlementaire et de l'information

Tél. 477.11

Luxembourg

POSITION

REFLEXIONS SUR LA POLITIQUE REGIONALE DE LA COMMUNAUTE

par M. Joseph WOHLFART
Vice-président
du
PARLEMENT EUROPEEN



Alors que l'édifice politique des Etats membres de la Communauté européenne s'apprête à s'ouvrir à de nouvelles perspectives, la Communauté elle-même, conformément aux dispositions du traité, doit tenter le passage de l'union douanière à une union économique toujours plus étroite. Réduite à sa plus simple expression, l'union économique implique que, dans un avenir prévisible, le citoyen dans sa vie quotidienne sera régi par des législations économiques et sociales non plus nationales, mais européennes.

Or, ce n'est pas uniformiser les lois nationales existantes que de les additionner purement et simplement. Le pari qu'il nous faut tenir, préserver l'avenir pour la jeune génération, est de taille et consiste bien plutôt à créer un cadre juridique européen, dans lequel les grandes mutations économiques et sociales de notre temps pourront s'opérer sans trop de difficultés. A mon avis, cette jeune génération précisé-

ment n'aspire pas à une vague unité européenne : elle demande quelle sera la vie qui lui sera faite dans cette Europe et si celle-ci sera à même de résoudre les problèmes vitaux que posera la société post-industrielle.

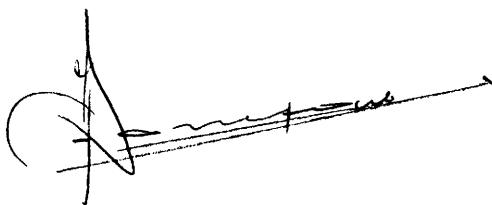
Pour remédier aux inconvénients les plus graves de la transformation actuelle des conditions de production (exode rural, déplacement de pôles industriels d'anciennes zones productrices vers de nouvelles terres industrielles, réduction d'emplois due à l'automatisation), les pouvoirs publics de tous les pays de la Communauté ont entrepris d'établir des programmes de développement et de modifications structurelles que l'on désigne dans la terminologie communautaire du nom de "politique régionale". Dans le nouveau cadre juridique européen, la politique régionale européenne est appelée à devenir un des moyens les plus appropriés pour adapter l'union économique naissante aux impératifs de la société post-industrielle et, par là, aux exigences de la jeune génération. L'exposé que, lors de la dernière session du Parlement, M. von der Groeben, membre de la Commission, a fait sur la question montre que l'exécutif est pleinement conscient de l'intérêt que présente une politique régionale européenne, qu'elle a procédé à des analyses pertinentes et arrêté des principes judicieux. Les possibilités que le traité offre à la Commission en ce qui concerne la mise en oeuvre d'actions concrètes sont cependant restreintes.

C'est pourquoi, il incombe au Parlement européen de s'associer à la Commission au "stade de l'apprentissage" - économiquement et socialement la politique régionale européenne est une terre vierge dont le défrichement exige un apprentissage intensif - mais aussi de veiller à ce qu'elle passe de ce stade de l'apprentissage à celui de l'action. Le Parlement européen a souvent déjà demandé que l'on vienne de la réflexion à l'action, et notamment à l'action communautaire menée par les institutions des Six. C'est ainsi qu'il a proposé :

- de transformer le Fonds social européen en ce sens qu'il ne se limite pas à rembourser a posteriori les dépenses consenties par les gouvernements pour la rééducation de la main-d'oeuvre, mais permette aussi à la Communauté de prendre elle-même des initiatives;
- de fixer pour l'octroi de crédits par la Banque européenne d'investissement, de nouveaux critères qui serrent de plus près les principes de la politique régionale européenne;
- de définir plus méthodiquement les critères de l'octroi de crédits par le F.E.O.G.A., section orientation. Si l'important programme

de modification des structures que comporte le plan Mansholt devenait une réalité européenne, cette mesure deviendrait encore plus urgente.

A mon avis, pour qu'il soit possible de réformer les institutions mentionnées ci-dessus, et d'assurer par conséquent que les organes communautaires exercent une influence réelle en matière de politique régionale, il faut qu'ils disposent d'une base financière autonome. C'est pourquoi, il importe, dans ce contexte également, de rappeler que le Parlement n'a cessé de formuler le vœu que la Communauté soit dotée de ressources propres et d'insister sur la nécessité d'accorder des pouvoirs budgétaires réels à ce Parlement pour que soit assuré le contrôle démocratique du budget communautaire. La logique immanente de l'accession à l'union économique ainsi que les changements politiques intervenus ces dernières semaines devraient contribuer à la réalisation de cette revendication de longue date du Parlement, car ce n'est que lorsque celle-ci sera satisfaite qu'une véritable politique régionale européenne pourra voir le jour.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized initial 'M' followed by a series of connected loops and a long, sweeping horizontal stroke that ends in a small hook.

I. SESSION DE MAI 1969

Le Parlement européen s'est réuni à Strasbourg du 5 au 9 mai 1969. Il a entendu l'exposé annuel du président en exercice du Conseil sur l'activité du Conseil au cours de l'année écoulée ainsi que la réponse du Conseil à une question orale sur la recherche scientifique et technique dans la Communauté. Le Parlement a examiné les répercussions de la situation politique actuelle en Grèce sur le fonctionnement de l'association C. E. E. - Grèce. Sur la base d'une question orale et d'un rapport, l'Assemblée s'est prononcée sur les questions économiques et monétaires à l'intérieur de la Communauté et sur le plan international. La politique régionale dans la Communauté a fait l'objet d'un exposé de la Commission européenne. En matière agricole, le Parlement a débattu de la politique laitière dans la Communauté et a donné plusieurs avis sur différentes propositions de la Commission européenne. Le Parlement a étudié le problème juridique des actes de la collectivité des Etats membres de la Communauté et des actes du Conseil non prévus par les traités. Enfin, d'autres débats ont été consacrés notamment à la sécurité dans les mines de houille et aux transports.

Le président Scelba a prononcé l'éloge funèbre de M. Samaritani et a transmis les vœux de l'Assemblée au président Poher pour le succès de ses activités en tant que président par intérim de la République française.

M. Hougardy (lib. belge) a été chargé, par le comité des présidents, d'élaborer le rapport à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur l'activité du Parlement européen.

L'activité du Conseil des Communautés (7 mai). Comme chaque année, le président en exercice du Conseil des Communautés européennes, M. Thorn, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, a fait un exposé devant le Parlement, sur l'activité du Conseil au cours de l'année écoulée. Le président a rappelé que le Conseil était toujours attentif aux prises de positions, aux suggestions et aux vues exprimées par l'Assemblée, même s'il n'a pas pu toujours leur donner la suite souhaitée. Il est normal que l'Assemblée, interprète de la conscience des peuples d'Europe, se place à l'avant-garde de l'action communautaire et qu'elle joue constamment un rôle d'impulsion pour inciter les gouvernements et les institutions communautaires à aller de l'avant le plus rapidement possible.

A titre personnel, M. Thorn s'est prononcé pour un renforcement des relations entre le Parlement et le Conseil. Il a exprimé le vœu que le Conseil soit représenté à chaque session du Parlement et qu'une certaine collaboration s'instaure au niveau des commissions parlementaires.

Le président en exercice du Conseil a donné ensuite un aperçu du travail accompli et des réalisations acquises au cours de l'année écoulée dans les divers domaines couverts par les traités et en conclusion de son exposé a souligné que, s'il ne fallait pas sous-estimer les obstacles qui se dressent sur la route de la Communauté, il n'était pas non plus justifié de s'abandonner au pessimisme.

M. Illerhaus (all.), président du groupe démocrate-chrétien, a déclaré que la carence du Conseil contraint les Etats à recourir à des mesures propres qui compromettent la politique communautaire et s'est prononcé pour une intensification des relations entre le Parlement et le Conseil. Le groupe démocrate-chrétien insiste, d'autre part, sur le caractère d'urgence que revêt l'ouverture rapide de négociations directes avec les pays tiers. Evoquant les récents événements intervenus en France, M. Illerhaus a fait des vœux pour la progression de l'unification européenne en constatant qu'il faudra maintenant jouer "cartes sur table" et que le jeu de "cache-cache" sera plus difficile que par le passé. Le moment est venu de prendre de nouvelles initiatives et un nouvel élan pour retrouver l'enthousiasme de 1958.

Au nom du groupe socialiste, M. Radoux (belge), après avoir constaté la dégradation de l'esprit communautaire au sein du Conseil, s'est inquiété de la position que prendra ce dernier sur la réforme de l'agriculture, l'avenir de l'Euratom et la politique régionale. La Communauté se trouvant devant de grandes options, a poursuivi M. Radoux, il faut dès maintenant vouloir changer de politique. C'est pourquoi, le groupe socialiste est favorable à une nouvelle conférence de Messine qui réunirait tous ceux qui ont la responsabilité de la politique européenne : la Commission européenne, le Conseil, les responsables des groupes parlementaires, du patronat et des syndicats. Il faut en revenir à l'application loyale et honnête des pratiques des institutions européennes et des mécanismes communautaires.

M. Pleven (fr.), président du groupe des libéraux et apprentés, a constaté que l'Europe est bloquée à l'est par l'affaire de la Tchécoslovaquie, qu'elle est distancée technologiquement par les Etats-Unis, qu'elle est encadrée par le dialogue U.S.A.-U.R.S.S. qui se passe au-dessus d'elle et enfin, qu'elle est lamentablement divisée. Pour amorcer une

nouvelle phase de la politique européenne, M. Pleven estime indispensable la réunion des Six au sommet en présence du président de la Commission européenne pour dresser un bilan et dégager un programme d'action. Quatre grands problèmes prioritaires retiennent actuellement l'attention : la politique agricole commune, le problème monétaire, celui des relations avec la Grande-Bretagne et le problème de l'Europe politique. Les deux derniers problèmes devraient être étudiés parallèlement. L'heure de vérité va sonner pour un certain nombre de gouvernements qui devront prouver leur sincérité européenne, maintenant qu'ils ne peuvent plus se contenter de faire des déclarations un peu maximalistes en sachant qu'ils auront toujours l'alibi de la position prise par un sixième gouvernement pour expliquer qu'ils n'aient pas davantage cherché à réaliser leur idéal européen. En conclusion, M. Pleven a estimé que, dans le domaine de l'union politique, ce serait au Parlement européen de préparer un projet concret qui pourrait être transmis aux gouvernements. Ceux-ci pourraient l'examiner sans qu'aucun amour-propre national ne se trouve mis en jeu.

Le président du groupe de l'union démocratique européenne, M. Triboulet (fr.), a le sentiment que, pendant l'année écoulée, il y a eu application loyale et correcte du traité de Rome et que chaque institution a rempli son devoir de son mieux. En ce qui concerne la politique agricole, M. Triboulet a mis l'accent sur la nécessité du respect de la préférence communautaire. Il ne pense pas que les propositions présentées par M. Mansholt suffiront à résoudre les problèmes de quantités et de prix. A l'occasion du renouvellement de la Convention de Yaoundé, il faudra réaffirmer les principes sur lesquels est fondée l'association avec les pays africains et malgache qui ne se limite pas à une simple préférence douanière. Pour ce qui est de l'élargissement des Communautés, M. Triboulet a réaffirmé la nécessité de poursuivre la réalisation de l'unité des Six, car en réalité, la Grande-Bretagne désire bien plus entrer dans le Marché commun que faire une politique commune. Dans le domaine institutionnel, on doit reconnaître que les traités de Rome n'ont jamais été faits pour supporter un véritable Etat confédéral ou fédéral. C'est pourquoi, le groupe s'oppose actuellement à l'élection des membres de l'Assemblée au suffrage universel. Si l'on choisit de créer une entité politique des Six, il faudra tout revoir dans le domaine institutionnel. En attendant, la volonté politique des Six doit rester ferme, si l'on veut continuer à progresser vers l'unité.

M. D'Angelosante (non inscrit, it.), parlant au nom des parlementaires communistes, aurait aimé que le Conseil donne une information précise permettant au Parlement de déterminer ce qui n'a pas été fait

et pourquoi il en a été ainsi. En vérité, les peuples d'Europe n'ont pas la possibilité de faire entendre leurs voix. Les diverses mesures économiques sont préparées au niveau communautaire sans tenir compte des exigences sociales. Dans le domaine des relations extérieures, M. d'Angelosante a contesté le bien-fondé de la politique économique de la Communauté suivie à l'égard des Etats-Unis et a demandé que la Communauté revoie ses rapports discriminatoires à l'égard des pays socialistes.

M. Armengaud (lib. fr.) a demandé la création rapide d'un brevet européen et a souligné la nécessité de compléter la politique agricole commune par une politique d'industrialisation active dans le domaine des industries alimentaires et par une stratégie industrielle à l'échelle de l'Europe afin de pouvoir accueillir le surplus de main-d'oeuvre qui sera libéré par la diminution du nombre des producteurs agricoles. Dans le domaine sidérurgique, on n'en est toujours pas venu à une coopération entre les industries des Six, les regroupements se faisant uniquement au niveau national. De même, pour ce qui est de l'énergie, il convient de prévoir à l'échelle européenne une harmonisation entre les activités minières et les importations pétrolières. M. Armengaud s'est encore prononcé pour la création de grandes sociétés industrielles européennes et pour le maintien des préférences accordées aux E. A. M. A. notamment en ce qui concerne l'écoulement de leurs produits dans les pays de la Communauté.

M. Rey, président de la Commission européenne, a souligné qu'il fallait utiliser au mieux le temps qu'il reste jusqu'à la fin de la période de transition pour tenter d'accomplir le plus possible les tâches prévues par le traité plutôt que de se tourner vers des solutions de facilité, comme la prolongation de la période de transition. Plusieurs tâches sont urgentes, notamment le renforcement de la solidarité économique et monétaire de la Communauté, le règlement du financement de la politique agricole commune, le problème des ressources propres et du renforcement des pouvoirs du Parlement et enfin, l'élargissement de la Communauté. M. Rey ne pense pas obtenir un consentement unanime du Conseil à l'élargissement de la Communauté s'il n'existe pas des mesures de renforcement interne. L'inverse est également certain.

Dans sa réponse aux différents orateurs, M. Thorn, président en exercice du Conseil, a déclaré notamment qu'il veillerait à ce que le Conseil inscrive à son ordre du jour la question de ses relations avec le Parlement. Le président a ensuite répondu aux différentes questions posées par les parlementaires, notamment en ce qui concerne la politique agricole commune, l'Euratom et l'état des négociations sur le renouvellement de la Convention de Youndé.

Le président Scelba (dém.-chr. it.) a remercié M. Thorn pour le soutien qu'il apportera au Parlement européen et a insisté sur la nécessité de l'élection des membres du Parlement au suffrage universel direct et sur l'amélioration des rapports entre l'Assemblée et le Conseil.

Au cours d'un entretien qu'il a eu, le 7 mai, avec M. Thorn, M. Scelba a mis en relief la nécessité d'une application intégrale et correcte de toutes les normes et dispositions des traités. Il a particulièrement insisté sur la carence du Conseil qui n'a pas encore pris en considération le projet de convention présenté par le Parlement européen et tendant à permettre l'élection de ses membres au suffrage universel direct. M. Scelba a en outre attiré l'attention du président en exercice du Conseil sur le grave problème que pose le contrôle parlementaire des budgets des Communautés et a rappelé que le Parlement insiste pour que soient portés à sa connaissance les motifs des décisions du Conseil qui ne sont pas conformes aux avis exprimés par le Parlement ou s'en écartent sensiblement. Les autres problèmes évoqués ont porté sur la participation des membres du Conseil aux travaux des commissions et de l'Assemblée et sur une plus grande célérité des rapports entre le Conseil et les organes parlementaires. M. Thorn, président en exercice du Conseil, a pris acte de ces observations et a assuré le président Scelba qu'il ne manquerait pas de les soumettre à l'attention de ses collègues membres du Conseil et représentants des gouvernements des Etats membres.

La recherche scientifique et technique dans la Communauté (7 mai).

Dans une question orale n° 17/68 avec débat, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques a demandé au Conseil de préciser son attitude en matière de recherche scientifique et technique, notamment dans le cadre de l'Euratom. En présentant la question, M. Oele (soc. néerl.) a souligné qu'il s'agissait surtout de l'attitude politique du Conseil et de l'optique dans laquelle il abordera la question des programmes pluriannuels de recherche de l'Euratom. Il fit ensuite l'historique de la crise de la recherche nucléaire et rappela les positions prises antérieurement par le Parlement à ce sujet.

Répondant au nom du Conseil, M. Thorn, président en exercice du Conseil, déclara que le Conseil est conscient du retard de l'Europe en la matière et de la nécessité d'entreprendre une action commune ou concertée des Etats membres pour combler ce retard. Prochainement, le Conseil devra se prononcer sur les propositions concrètes faites

par le groupe de travail politique de la recherche scientifique et technique. Après avoir rappelé les difficultés de l'Euratom, M. Thorn souligna que le Conseil avait déjà établi un programme de recherche et d'enseignement pour cette année et souhaita que l'Euratom puisse rapidement surmonter la crise actuelle et atteindre les objectifs que les Six se sont assignés dans les domaines nucléaires et de la recherche en général.

M. Kaspereit (fr.), au nom du groupe de l'union démocratique européenne, analysa les causes de l'échec de l'Euratom et souligna que l'important pour l'Euratom est de parvenir à définir clairement des objectifs précis d'intérêt réellement commun à tous les Etats membres. Quant à la politique générale de la recherche scientifique et technique, il importe d'abord de poursuivre et de consolider ce qui se fait déjà dans de nombreux domaines sur le plan national et multilatéral. Il faut aussi arriver à une harmonisation et à une coordination des programmes et à une meilleure mise en oeuvre industrielle de leurs résultats. Pour M. Leonardi (non inscrit, communiste italien), l'important est de chercher à mieux investir, pour des objectifs bien définis et politiquement valables, ce qui n'a pas été fait pour l'Euratom.

Situation politique en Grèce (7 mai). Le Parlement européen a examiné les répercussions de la situation politique actuelle en Grèce sur le fonctionnement de l'association C. E. E.-Grèce, sur la base d'un rapport (doc. 33) de M. Scarascia Mugnozza (dém.-chr. it.), président de la commission politique. Le rapporteur a fait l'historique des événements qui ont amené la suppression de toute liberté en Grèce et a souligné que l'accord entre la Communauté et la Grèce avait un contenu essentiellement politique, car il prévoit une adhésion future à la Communauté. Devant les attentats commis en Grèce contre la démocratie et la liberté, le Parlement a le devoir et le droit de rappeler les buts de l'accord d'association et du traité de Rome qui sont la sauvegarde de la paix et de la liberté. De plus, la commission parlementaire mixte C. E. E.-Grèce créée dans le cadre de cet accord d'association est dans l'impossibilité de fonctionner du fait de l'absence d'institutions parlementaires en Grèce. Le rapporteur demande donc au Parlement de condamner le régime grec et de donner un avertissement solennel au gouvernement, en exprimant sa solidarité à l'égard du peuple grec.

M. Raedts (néerl.), au nom du groupe démocrate-chrétien, MM. Glinne (belge) et Tolloy (it.), au nom du groupe socialiste, M. Berthoin (fr.), au nom du groupe des libéraux et apparentés, ainsi que MM. Roméo (lib. it.), Parri (non inscrit, it.), Metzger (soc. all.), Fellermaier (soc. all.) et Westerterp (dém.-chr. néerl.) se sont prononcés dans le même sens et ont approuvé le point de vue du rapporteur.

M. Glinne (soc.belge) s'est élevé avec force contre la dictature odieuse imposée au peuple grec et a mentionné les nombreuses exactions commises par le gouvernement grec contre les hommes politiques grecs notamment. Il a déclaré qu'il était impossible de donner quelque valeur à la Constitution actuelle. Le Parlement doit réclamer avec force l'instauration en Grèce d'une démocratie normale et digne de l'Europe qui doit assurer la libération de la Grèce opprimée. M. Berthoin (lib. fr.) a souligné que le Parlement avait le droit et le devoir de rappeler à un pays associé à la Communauté certains principes qui sont le fondement de toute démocratie véritable et a exprimé son inquiétude et sa réprobation devant la situation actuelle de la Grèce.

M. Kaspereit (fr.), au nom du groupe de l'union démocratique européenne, n'a pas contesté que le régime grec appelle bien des réserves, mais il a constaté un début d'infléchissement politique qui semble être récemment apparu. Il ne pense pas opportun de prendre ouvertement parti dans les affaires intérieures d'un pays et d'introduire des éléments politiques dans un accord qui n'en comporte pas. D'autre part, on risquerait de faire supporter par la population hellénique les conséquences d'une interruption de l'accord. L'attitude de l'Assemblée s'éloigne de l'attitude raisonnable prise par le Conseil qui s'est donné un temps de réflexion en même temps qu'il donnait, peut-être, un temps de réflexion aux dirigeants grecs. Dans cet esprit, le groupe de l'union démocratique européenne a demandé la suppression du paragraphe de la résolution qui proclame la solidarité du Parlement envers ceux qui luttent contre le gouvernement actuel et du paragraphe 4 qui condamne les méthodes et les moyens employés pour conquérir et garder le pouvoir. Ces amendements ayant été repoussés, le groupe s'est abstenu dans le vote sur l'ensemble de la résolution.

MM. Tolloy (soc. it.), Parri (non inscrit, it.) et Jannuzzi (soc. it.) ont rappelé l'exemple de l'Italie fasciste et ont insisté sur l'importance pour le peuple italien, de la condamnation du régime grec. M. Roméo (lib. it.) se plaçant au point de vue économique, s'est demandé s'il était opportun pour la Communauté de se fermer un marché en plein expansion. Il a rappelé que plusieurs Etats membres et la Grande-Bretagne poursuivent leurs échanges économiques avec la Grèce.

M. E. Martino, membre de la Commission européenne, a rappelé que son institution, en accord avec le Conseil, a laissé de côté les dispositions de l'accord d'association touchant les développements futurs et s'est limitée à la gestion de routine. En conclusion, M. Martino a formulé l'espoir que la Grèce puisse connaître une normalisation de sa situation afin qu'en association avec la Communauté elle puisse poursuivre l'idéal de démocratie, de liberté et de progrès.

Dans la résolution adoptée en conclusion du débat, le Parlement se déclare solidaire du peuple grec et de tous ceux qui luttent pour le retour à la légalité démocratique et rappelle que l'accord d'association ne pourra être pleinement appliqué tant que n'auront pas été rétablies en Grèce les structures démocratiques et parlementaires. Toute possibilité d'adhésion ultérieure est absolument irréalisable dans de telles conditions. Le Parlement exprime son inquiétude sur les conséquences graves que cet état de choses aura sur le développement économique du peuple grec et condamne les méthodes et les moyens employés pour conquérir et garder le pouvoir. Le Parlement adresse un appel solennel afin que soient abolis immédiatement les mesures de répression et l'état d'exception et que l'on procède sans tarder à une consultation populaire tendant à l'élection du parlement avec les garanties les plus larges de liberté d'expression, d'association et de vote. En l'absence d'une évolution dans ce sens, il se réserve de prendre des initiatives en vue de la révision ou de la suspension de l'accord d'association. Enfin, le Parlement demande à la Commission de ne donner aucun développement à l'association et souhaite que les gouvernements des Etats membres tiennent compte de cette résolution, notamment dans leurs rapports bilatéraux avec la Grèce.

Questions économiques et monétaires (6 mai). Le Parlement européen a procédé à une discussion commune de la question orale avec débat n° 1/69 sur la situation monétaire et le marché des capitaux, du rapport (doc. 229) et du rapport complémentaire (doc. 30) fait par M. Riedel (dém. -chr. all.), au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969, ainsi que sur le mémorandum de la Commission européenne sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté.

Au nom de la commission économique, Mme Elsner (soc. all.) sa présidente, a demandé dans une question orale avec débat, l'avis de la Commission européenne sur l'évolution de la situation monétaire des Etats membres de la Communauté et de la situation monétaire internationale, ainsi que sur l'évolution du marché européen des capitaux et en particulier sur les modifications du marché de l'eurodollar qui pourraient résulter de l'amélioration de la balance des paiements des Etats-Unis et de la politique du gouvernement américain à la suite de cette amélioration. Pour Mme Elsner, il importe que l'Assemblée soit informée d'une situation particulièrement fluctuante.

Répondant à cette question, M. Barre, vice-président de la Commission européenne, a fait un exposé d'ensemble sur la situation économique et monétaire internationale. En ce qui concerne la situation économique des pays de la Communauté, M. Barre, après avoir évoqué les importantes mesures prises aux Pays-Bas où l'introduction de la TVA dans une période d'expansion particulièrement vive a entraîné une hausse très rapide des prix, a traité de l'évolution conjoncturelle en Allemagne fédérale. L'expansion de l'activité économique se poursuit; l'excédent de la balance des paiements reste très important. Les mesures d'ordre budgétaire prises en mars vont dans le bon sens. En revanche, les mesures de politique monétaire prises en mars et renforcées en avril appellent des réserves tant sur le plan communautaire que sur le plan international où la spéculation sur une éventuelle réévaluation du DM est toujours prête à se déchaîner. Pour ce pays, il s'agit de corriger la structure de la demande globale où les investissements intérieurs et les exportations ont une prépondérance excessive par rapport à la consommation. Cet objectif peut être concilié avec celui de la stabilité des prix.

L'économie française est en train de surmonter les difficultés auxquelles elle avait à faire face. Si dans les prochains mois, a déclaré M. Barre, la politique budgétaire et la politique du crédit demeurent rigoureuses afin de contenir la demande intérieure, si l'épargne des ménages peut être stimulée, si l'évolution des rémunérations conserve la modération qui l'a caractérisée au cours des deux trimestres qui viennent de s'écouler, on peut espérer qu'au terme de la présente année la restauration des équilibres fondamentaux, dont dépend la sauvegarde de la monnaie, sera en bonne voie. Certes, les événements politiques de ces dernières semaines ont été propices à la spéculation et défavorables aux réserves monétaires françaises; mais la France dispose encore de réserves nettes supérieures à 3 milliards et demi de dollars; elle peut recourir aux F.M.I. pour un crédit d'environ un milliard de dollars; elle peut utiliser les crédits à court terme qui lui ont été consentis par les banques centrales du Groupe des Dix. Quand on considère les données présentes de la situation économique française et l'importance des moyens d'intervention que la France peut mettre en oeuvre pour défendre sa monnaie contre des poussées spéculatives, on est conduit à penser que le sort du franc n'est pas aussi compromis qu'on le prétend ici ou là.

Pour ce qui est de la situation monétaire internationale, a poursuivi M. Barre, il n'est pas inexact de soutenir qu'au cas où les circonstances rendraient nécessaire une modification des parités, celle-ci devrait revêtir la forme d'une opération multilatérale. Encore faudrait-il que les conditions propres au succès de l'ajustement moné-

taire soient réunies dans chacun des pays concernés et que la conjoncture économique internationale permette qu'il porte ses fruits. Rien ne serait plus vain que d'agir à contretemps. Rien ne serait plus dangereux que de croire qu'une opération multilatérale mettrait à elle seule un terme aux difficultés nationales et internationales existantes, qu'elle pourrait se substituer aux politiques économiques, dont dépend en fin de compte la croissance équilibrée des économies et, pour ce qui concerne les pays de la Communauté, qu'elle pourrait les dispenser d'une coordination effective de leurs politiques économiques.

Après avoir observé que les phénomènes qui se produisent sur le marché de l'eurodollar sont en partie la conséquence des mesures prises par les Etats-Unis pour restaurer l'équilibre de leur balance des paiements et qu'il faudrait payer, d'une façon ou d'une autre, le prix de retour à une situation monétaire internationale plus saine, M. Barre a souligné que certaines modalités de la politique adoptée par les Etats-Unis sont sujettes à discussion et qu'il conviendrait que le recours exercé par les banques américaines aux ressources du marché de l'eurodollar soit réduit par un aménagement de la réglementation des intérêts créditeurs et du régime des réserves obligatoires aux Etats-Unis. A cet égard, l'adoption d'une attitude commune des pays de la Communauté est hautement souhaitable, mais elle ne suffit pas. Il est urgent de progresser dans la voie de la libération des mouvements de capitaux au sein de la C.E.E. et d'étudier la possibilité d'éliminer, ou de réduire par étapes, les marges de fluctuation des cours des monnaies des pays de la Communauté, dans leurs relations mutuelles. Evoquant enfin la question de l'activation des droits de tirage spéciaux qui pourrait se poser à l'automne, M. Barre a déclaré qu'il sera de la plus grande importance que la Communauté soit, comme telle, présente en cette occasion et qu'elle puisse faire un usage judicieux de l'influence qu'elle peut exercer, si tous les pays qui la composent unissent leurs votes.

M. Riedel (dém.-chr. all.) a présenté ensuite son rapport et son rapport complémentaire sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969 et sur le mémorandum de la Commission sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté. En ce qui concerne le bilan de 1968, tel qu'il ressort de l'exposé fait par M. Barre devant le Parlement en janvier 1969 (voir PE- Informations, n° 1/1969), le rapporteur a constaté que l'interdépendance, renforcée par la réalisation de l'union douanière, n'entraîne pas automatiquement la coopération économique, mais se traduit plutôt par un plus grand risque de crise si elle ne va pas de pair avec une politique économique commu-

nautaire résolue. Pour l'année 1969, les problèmes les plus importants seront ceux relatifs au renforcement de l'harmonisation intérieure en matière de politique économique, eu égard au ralentissement de l'expansion du commerce mondial. En effet, les tendances à la disparité peuvent être éliminées si tous les partenaires de la Communauté se rendent compte que l'on peut bien plus efficacement faire face à une évolution divergente sur les marchés intérieurs et extérieurs par une politique communautaire que par des tendances autonomes.

A propos du mémorandum sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire, le rapporteur a constaté que les mesures proposées étaient à même de développer la coordination des politiques économiques des Etats membres, mais a mis en garde la Commission européenne contre le danger du déséquilibre qui pourrait résulter de l'institution d'un système de soutien monétaire automatique, alors même que la coordination économique serait relativement peu marquée.

Ce danger a été également souligné par Mme Elsner (soc. all.), présidente de la commission économique, qui craint que certains Etats fassent preuve de trop d'indépendance sur le plan économique, en sachant qu'ils pourront obtenir une aide dans le domaine monétaire. Le tout doit donc être la réalisation d'une véritable coordination des politiques économiques.

Au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Boersma (néerl.) a dénoncé les mesures nationales isolées dans les domaines monétaires et économiques. Deux problèmes doivent retenir l'attention de la Communauté : la situation monétaire et le mouvement inflationniste qui se manifeste depuis quelque temps. Pour le groupe, les objectifs suivants doivent être atteints : niveau élevé de l'emploi et répartition équitable des revenus. Une politique monétaire adaptée pour remédier au déséquilibre et une solidarité des Six permettront d'obtenir des résultats. Les institutions des Communautés doivent tout mettre en oeuvre pour éviter une disparité entre la croissance économique et les exigences d'un développement équilibré dans la Communauté.

M. Spénale (soc. fr.) au nom du groupe socialiste, a mis l'accent sur la solidarité monétaire et s'est déclaré partisan de procédures communautaires efficaces et rapides de soutien monétaire en cas de crise aiguë et imprévue. En attendant l'institution d'un système de solidarité communautaire, il faut utiliser des procédures bilatérales tels que des accords "swap" assortis d'une procédure de "stand by". De telles procédures seraient particulièrement efficaces et opportunes

pour résoudre les difficultés du mark et du franc français. En ce qui concerne la création de droits de tirages spéciaux, M. Spénale a demandé à la Commission de prendre en considération les intérêts du Tiers monde. M. Oele (néerl.) parlant également au nom du groupe socialiste, estime que la Commission, par la politique qu'elle entend mener en matière d'emploi et de répartition des revenus, pourrait donner une teneur sociale à la Communauté en expansion. D'autre part, la Commission doit pouvoir jouer le rôle qui est le sien et non être reléguée à l'arrière-plan.

M. Roméo (it.), au nom du groupe des libéraux et apparentés, a souligné la nécessité d'une politique monétaire commune et a constaté que si une volonté européenne se manifeste, elle ne se traduit que dans les idées et non dans les faits.

Pour M. Bousquet (U. D. E., fr.), il est extrêmement difficile de coordonner les politiques économiques à moyen et à court terme. Il s'est prononcé pour les propositions de la Commission concernant une politique d'aide mutuelle monétaire à court terme. Ce moyen n'est pas parfait, mais il devrait amener progressivement les Etats à coordonner davantage leurs politiques respectives.

Evoquant les répercussions de la situation monétaire européenne dans le domaine agricole, M. Lückner (dém.-chr. all.) a souligné l'urgence pour la Communauté de manifester sa volonté de réaliser une politique monétaire et financière renforcée afin d'éviter aux gouvernements nationaux de prendre des mesures isolées pour résoudre leurs difficultés monétaires. M. Giraudo (dém.-chr. it.) a demandé à la Commission de faire un pas en avant en matière de coordination des politiques économiques et monétaires sans s'arrêter aux limites, assez vagues d'ailleurs, du traité de Rome.

Des mesures prises par les différents Etats membres montrent, a déclaré M. Cousté (U. D. E., fr.) qu'une vision commune de la politique économique ne constitue pas une préoccupation suffisante des gouvernements. Si la Communauté avait pu faire le nécessaire à temps et pris les mesures qui s'imposaient, la situation serait autre qu'elle ne l'est actuellement. C'est pourquoi, les propositions de la Commission sont justifiées et nécessaires. En matière d'eurodollars, il faut être vigilant. La Commission doit aller de l'avant et les mécanismes de concertation doivent fonctionner avant que les décisions nationales ne soient prises. Une vision commune des problèmes doit pénétrer les décisions nationales par le jeu des institutions.

M. Burgbacher (dém.-chr. all.) a demandé que le chiffre d'accroissement du produit national brut soit analysé par région et que les Six prennent une position commune au sein du "Club des Dix". Au nom des parlementaires communistes, M. Bertoli (non inscrit, it.) a souligné la nécessité d'approfondir la politique économique et les objectifs sociaux qui ne sont pas toujours identiques pour toutes les classes de la société. La réforme du système monétaire international ne peut être réglée au sein de la seule Communauté. Toute politique monétaire doit tenir compte, avant tout, des intérêts des travailleurs. Pour M. Dichgans (dém.-chr. all.) ne serait-il pas possible, pour résoudre le problème des eurodollars, que les banques centrales européennes coopèrent pour offrir aux investisseurs une septième monnaie européenne, afin que les Européens exercent eux-mêmes une influence sur le marché monétaire de la Communauté.

Répondant aux différentes questions qui lui ont été posées au cours du débat, M. Barre, vice-président de la Commission européenne, a souligné qu'il était possible, en liaison avec les Etats membres, d'arriver à une meilleure concertation et à une meilleure coordination des politiques économiques. Chacun doit prendre ses responsabilités et la Commission n'a jamais manqué de le faire. Mais il faut tenir compte des réalités et essayer d'en tirer le meilleur parti. M. Barre a encore reconnu que des problèmes se poseraient, dans le domaine agricole, en cas de changement de parité des monnaies et que ces changements auraient des conséquences sociales. M. Barre donna ensuite des précisions sur le mémorandum de la Commission dont les propositions constituent un ensemble qui associe étroitement les progrès dans le domaine de la coordination des politiques économiques et les progrès dans le domaine de la coopération monétaire. Les mesures proposées dans ces deux domaines sont étroitement liées. Répondant aux critiques formulées sur l'aide à court terme, le vice-président de la Commission européenne a souligné que les dispositions envisagées éviteront les inconvénients d'un concours automatique tel qu'il est pratiqué actuellement, car ces dispositions prévoient une durée limitée du crédit, la liaison de ce crédit à une coordination des politiques économiques et une procédure d'examen communautaire. Des problèmes techniques existent pour lesquels on peut trouver des solutions. Mais les propositions de la Commission qui découlent d'une conception large, mais cohérente, de la solidarité au sein de la Communauté, ne peuvent aboutir si les Etats membres ne manifestent pas la volonté politique de renforcer la solidarité au sein de la Communauté.

Dans la résolution adoptée en conclusion du débat, le Parlement européen constate la dépendance étroite de la Communauté à l'égard du

commerce extérieur, et souligne que la Communauté est tenue de tout mettre en oeuvre afin d'éviter que se crée un climat de restrictions internationales et de stagnation économique. Compte tenu de l'interdépendance accrue des politiques économiques des Etats membres, la Commission ne doit pas se limiter à présenter ses initiatives sous forme de mémorandum mais doit leur donner plus de poids. Le Parlement est préoccupé par les lacunes du traité C. E. E. en matière de coordination des politiques économiques, fiscales et sociales et estime qu'il est nécessaire d'étudier de manière approfondie comment épuiser les possibilités qu'offre encore le traité dans ces domaines. Des pouvoirs accrus devront être donnés à la Commission lors de la fusion des traités. En ce qui concerne les perspectives pour 1969, le Parlement européen se prononce pour une politique d'expansion économique constante et adéquate et pour la coordination des politiques économiques des Etats membres à moyen et à court terme, des objectifs divergents en la matière n'étant pas compatibles avec le Marché commun. Il est nécessaire de parvenir à une action concertée des autorités et des partenaires sociaux dans le cadre d'une programmation aux niveaux communautaires, nationaux et régionaux. La Commission devra présenter au Parlement, dès que possible, un programme d'action en matière de coopération économique.

Le Parlement européen se félicite de la présentation du mémorandum de la Commission européenne, mais attire l'attention sur le danger de déséquilibre qui pourrait résulter de l'institution d'un système de soutien monétaire automatique, dans l'éventualité où le développement de la coordination de la politique économique à court et à moyen terme serait relativement peu marqué. Il invite la Commission à revoir ses propositions en tenant compte de ces réserves. Les Etats membres doivent donner à la Commission la possibilité d'être associée aux négociations monétaires éventuelles dans le cadre des mécanismes internationaux existants, lorsqu'un Etat membre de la Communauté se trouve concerné. Enfin, le Parlement se félicite de ce que la Commission ait nettement refusé les taux de change flottants et l'élargissement des marges bénéficiaires, et souhaite qu'elle contribue, en temps voulu, à la discussion sur la réforme du système monétaire mondial.

La politique régionale dans la Communauté (6 mai). M. von der Groeben, membre de la Commission européenne, dans son exposé sur la politique régionale, a déclaré qu'il était indispensable d'accomplir un effort décisif en vue de compenser les différences régionales et structurelles, de telle sorte qu'une politique économique commune devienne

enfin possible. Après avoir rappelé que la Commission européenne a une obligation particulière en matière de politique régionale du fait de ses liens avec la politique économique globale, M. von der Groeben a mis l'accent sur les processus de transformation des structures économiques et sociales de la Communauté, notamment les bouleversements structurels, les mutations intervenues dans le secteur des transports qui affectent les régions côtières et portuaires, l'évolution démographique qui accélère les concentrations urbaines.

L'objectif de la politique régionale, a poursuivi M. von der Groeben, sera, dans le cadre du vaste processus des mutations mondiales, d'améliorer les conditions d'implantation de l'industrie et de la population et de les adapter aux objectifs poursuivis, tout en tenant compte des exigences de la technique et de l'économie, des besoins des individus et de leurs aspirations sociales et tout en prenant en considération les données régionales. Etant donné que, dans le cadre de ce processus, les richesses naturelles de la Communauté perdent de plus en plus de leur importance, alors que les capacités de sa population viennent au premier plan en tant que facteur décisif, le fait d'affirmer que l'individu doit être placé plus que jamais au centre des préoccupations de la Communauté en matière de politique régionale n'est pas une fleur de rhétorique : il s'agit bien plutôt d'une condition préalable au succès de cette politique.

Les efforts de la Commission européenne devront porter sur les points suivants :

- Coordination des objectifs et des moyens, par l'élaboration commune des perspectives de développement et la comparaison des objectifs et des priorités (information systématique sur la structure et le développement des diverses régions de la Communauté; examen commun des perspectives d'évolution des structures régionales à long et à moyen terme; examen des grandes orientations pour la Communauté, considérée comme un tout, dans le cadre de la concurrence internationale).
- En collaboration avec les Etats membres, solution des problèmes qui se posent dans les diverses catégories de régions à la suite des transformations structurelles. Dans le secteur agricole, régionalisation des modalités de la réforme agraire et définition des orientations et des instruments de la politique régionale, en vue de créer les conditions favorables à l'implantation d'activités nouvelles. Dans le secteur industriel, conversion de régions dont l'économie était centrée sur l'extraction de la houille et création de nouvelles activités dans les régions aux structures industrielles périmées.

- Solution du problème de l'escalade en matière d'aides. La coordination des politiques des Etats membres en matière d'aides s'avère inévitable.
- L'objectif global (c'est-à-dire englobant toutes les régions) de la politique régionale poursuivi dans l'intérêt de la coordination n'empêche pas la Commission de prêter son concours pour surmonter des difficultés spécifiques dans certaines régions (enquêtes régionales que la Commission encourage grâce à des aides financières et techniques).
- Solution de certains problèmes d'intérêt commun : tendances à la concentration urbaine, infrastructure des voies de communication à l'intérieur des grands ensembles, conservation et utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Questions agricoles

Produits laitiers et matières grasses (8 mai). Au nom du groupe des libéraux et apparentés, M. Blondelle (fr.) a posé à la Commission européenne une question orale n° 2/69 avec débat sur la politique concernant les produits laitiers et les matières grasses. L'auteur de la question a insisté sur les dangers que comportaient les règlements "matières grasses" et "produits laitiers" pour l'équilibre du marché du lait du fait d'une part, de l'absence de protection douanière, pour les matières grasses d'origine végétale et les graines oléagineuses, compte tenu des engagements pris à l'égard des E. A. M. A. et, d'autre part, des découragements à l'alimentation naturelle des veaux qu'ils provoquent. M. Blondelle a demandé à la Commission quelles mesures efficaces ont été prises depuis un an pour maîtriser les excédents de beurre et de poudre de lait, quelle suite a été donnée aux avis du Parlement européen dans ce domaine et quelles sont les intentions de la Commission ?

Présentant la question orale en remplacement de M. Blondelle, M. Dulin (lib. fr.) a insisté sur l'interdépendance entre les matières grasses animales et végétales et a constaté qu'aucune mesure sérieuse n'a encore été prise pour résorber les excédents de beurre. Il a exprimé l'espoir que des conversations s'engagent rapidement avec la Grande-Bretagne, grande importatrice de beurre.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a répondu à la question orale en rappelant que plusieurs mesures avaient été pro-

posées par la Commission au Conseil, mais que celui-ci ne les avait que partiellement suivies. Il est indispensable, a poursuivi M. Mansholt, que le prix à la consommation du beurre dans la Communauté soit diminué d'environ 30% et que le prix de la matière azotée soit simultanément augmenté. Il faut aussi intervenir pour diminuer la production de lait. Des propositions sont actuellement à l'étude et le Conseil doit en débattre prochainement.

Au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Richarts (all.) a reproché au Conseil de repousser sans cesse les problèmes et a constaté que l'on était en train de renationaliser la question agricole. M. Vredeling (néerl.), au nom du groupe socialiste, considère que la question orale est inopportune, étant donné que le problème est déjà étudié dans le "plan Mansholt" que la commission de l'agriculture devrait étudier sans tarder. Au nom du groupe de l'union démocratique européenne, M. Cointat (fr.) a regretté que le Conseil n'ait pas encore abordé l'étude du "plan Mansholt" et n'ait pris que des mesures partielles aggravant la relation des prix entre eux. Parlant de l'organisation du marché laitier, M. Cointat a souligné qu'il devait se faire avec la participation de la profession et s'est prononcé contre les systèmes de contingents et de quotas, mais a proposé une taxe de résorption, dite "taxe modulée", dont il a exposé le mécanisme.

M. Dröschner (soc. all.) a mis l'accent sur les aspects politiques du problème laitier. M. Briot (U. D. E., fr.) a souligné le désarroi des producteurs qui ne savent plus comment orienter leur production. On est en présence d'une quantité de systèmes et l'on s'aperçoit qu'au lieu de faire l'Europe, on la défait. M. Bading (soc. all.) ne croit pas que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun suffirait à permettre l'écoulement des surplus de beurre. M. Klinker (dém.-chr. all.) a suggéré une symbiose des propositions du Parlement européen et des Parlements nationaux. M. Dröschner (soc. all.) a mis l'accent sur l'intérêt des consommateurs.

M. Mansholt, répondant aux différents orateurs, a déclaré que toutes ces questions auraient dû être posées au Conseil. Il espère que le Parlement étudiera attentivement le memorandum de la Commission et le met en garde contre toute prise de position prématurée. En terminant, M. Mansholt a déclaré qu'à un certain moment, la Commission sera amenée à présenter une solution de compromis pour les produits laitiers.

En conclusion du débat, M. Dulin (lib. fr.) a insisté pour que des mesures soient prises qui tiennent compte des intérêts des petits pro-

ducteurs de lait. Il a attiré l'attention de la Commission sur la gravité de la situation et sur les conséquences sociales et politiques qui peuvent en résulter.

Rapprochement des législations des Etats membres concernant les pâtes alimentaires (8 mai). Au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, M. Santero (dém.-chr. it.) a présenté un rapport (doc. 16) sur une proposition de directive relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les pâtes alimentaires. La proposition de directive, a précisé le rapporteur, suggère une harmonisation des critères de fabrication des pâtes, supposant que celles-ci ne soient fabriquées qu'à partir de farine de blé dur, le blé tendre étant réservé à la fabrication de produits diététiques ou de pâtisseries. La commission des affaires sociales a rejeté la proposition de la Commission européenne dans sa forme actuelle, estimant qu'il importait de respecter les habitudes locales et les goûts des populations. De ce fait, il importe d'autoriser également, dans tous les pays de la Communauté, la fabrication et la commercialisation des pâtes alimentaires obtenues à partir de blé tendre seulement et de farines mélangées de blé tendre et de blé dur.

Au cours du débat, deux thèses se sont opposées : la thèse de ceux qui voudraient que les pâtes alimentaires soient fabriquées uniquement avec du blé dur, thèse défendue par MM. Cointat (U.D.E., fr.), Ricci (dém.-chr. it.), Vetrone (dém.-chr. it.) et Cippola (non inscrit, communiste it.); la thèse de ceux qui préfèrent la liberté de fabriquer des pâtes alimentaires soit avec du blé tendre, soit avec du blé dur, soit avec les deux. Cette thèse a été soutenue par M. Dittrich (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien et par M. Bading (all.) au nom du groupe socialiste.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a constaté qu'aucun effort réel n'avait été fait en commission pour parvenir à une position commune et a souligné qu'il était de l'intérêt des consommateurs que seuls les blés durs puissent être utilisés dans la fabrication des pâtes.

Finalement, sur proposition de M. Cointat et avec l'assentiment du rapporteur, M. Santero, le rapport a été renvoyé en commission.

Rapprochement des législations relatives au mesurage de la masse à l'hectolitre des céréales (8 mai). Sur la base d'un rapport (doc. 24) fait au nom de la commission de l'agriculture par M. Briot (U.D.E., fr.),

le Parlement a donné un avis favorable à une proposition de directive de la Commission européenne. Il s'agit de définir un étalon à l'aide duquel peut être déterminée, de façon incontestable, la masse d'une quantité de céréales contenues dans un récipient d'un volume déterminé. L'unité spéciale de mesure proposée est dénommée "masse à l'hectolitre C. E. E."

Modification du règlement organisant le marché des produits transformés à base de fruits et légumes (9 mai). Le Parlement a donné un avis favorable à la proposition de règlement, sur la base d'un rapport (doc. 23) fait au nom de la commission de l'agriculture par M. Mauk (lib. all.). Il s'agit de réglementer de façon uniforme les restitutions à l'exportation accordées aux sucres.

Prorogation du règlement relatif aux conditions du concours du FEOGA (9 mai). La Commission européenne n'ayant pas été en mesure d'examiner en temps voulu toutes les demandes de concours, elle demande une prorogation des délais. Sur la base d'un rapport (doc. 39) de M. Vredeling (soc. néerl.), le Parlement a approuvé ce règlement tout en soulignant les inconvénients pour les intéressés des prorogations de délais.

Régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (9 mai). L'application d'une taxe compensatoire et l'octroi d'une restitution ne sont maintenus que pour les échanges avec les pays tiers, à la suite de la mise en place du régime de prix unique pour chaque produit de base. Sur la base d'un rapport (doc. 34) fait au nom de la commission économique par M. Roméo (lib. it.), le Parlement a donné un avis favorable à la proposition de règlement de la Commission européenne.

Prorogation du régime applicable à certains produits agricoles originaires des E. A. M. A. et des P. T. O. M. (9 mai). Sur la base d'un rapport (doc. 37) fait au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache par M. Dewulf (dém.-chr. belge), le Parlement européen a approuvé la proposition de règlement de la Commission européenne. Compte tenu d'un retard probable dans le renouvellement de la Convention de Yaoundé, la proposition prévoit la prorogation des règlements concernant le riz, les produits oléagineux, les produits transformés à base de céréales, de riz et de fruits et légumes, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention.

Actes de la collectivité des Etats membres de la Communauté et actes du Conseil non prévus par les traités (8 mai). La Commission juridique a présenté au Parlement un rapport (doc. 215) fait par M. Burger (soc. néerl.) sur les actes de la collectivité des Etats membres de la Communauté ainsi que sur les actes du Conseil non prévus par les traités. Le rapporteur précise, dans son rapport que les actes de la collectivité des Etats membres sont des actes qui peuvent émaner des instances suivantes : - représentants des Etats membres, délégations des Etats membres ou Etats membres réunis au sein ou dans le cadre du Conseil - conférence des Etats membres - chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres - ministres des affaires étrangères des Etats membres. Les actes du Conseil non prévus par les traités sont : les résolutions, décisions, déclarations, protocoles ou accords. Compte tenu de cette classification, le rapporteur étudie la nature juridique et le champ d'application de ces divers actes et examine les problèmes juridiques et politiques qu'ils posent. En conclusion, il demande que l'on invite le Conseil et la Commission à éviter de porter la moindre atteinte à la constitution communautaire, en prenant des initiatives non prévues par les traités. Pour ce qui est des résolutions, déclarations et décisions du Conseil, il convient de noter que les pouvoirs politiques du Parlement européen s'étendent aussi à ces initiatives et que la Commission est politiquement responsable devant le Parlement de l'ensemble de ses activités, c'est-à-dire aussi de la part qu'elle prend auxdites initiatives du Conseil.

M. Boertien (néerl.), au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Vredeling (néerl.), au nom du groupe socialiste et M. Merchiers (belge), au nom du groupe des libéraux et apparentés, ont approuvé la proposition de résolution présentée par le rapporteur et ont insisté pour que le droit d'initiative de la Commission et le droit de contrôle et de consultation du Parlement soient préservés. D'autre part, MM. Boertien et Vredeling ont estimé que l'article 235 du Traité C. E. E. avait un caractère obligatoire et que la procédure prévue à cet article ainsi que son contenu devaient être respectés par le Conseil et les représentants des Etats membres.

M. Rey, président de la Commission européenne, tout en approuvant le rapport de la commission juridique, a tenu à souligner que la Commission était responsable dans la mesure où elle avait la possibilité d'engager sa responsabilité. C'est ainsi que la Commission estime n'avoir aucune responsabilité dans les accords de Luxembourg de janvier 1966 qu'elle n'approuve pas et auxquels elle n'a pas participé.

M. Cointat (U. D. E., fr) défendant un amendement de M. Ribière (U. D. E., fr.) au paragraphe 7 de la proposition de résolution a souligné que les pouvoirs du Parlement ne s'étendaient pas à toute les décisions des représentants des gouvernements. Les dispositions du traité le confirment. C'est pourquoi, il serait préférable de dire que l'exercice des pouvoirs du Parlement s'étend aussi à la plupart des décisions. Cet amendement n'a pas été approuvé par le Parlement qui a ensuite adopté la résolution présentée par la commission juridique.

En ce qui concerne les actes de la collectivité des Etats membres, le Parlement considère que, bien que n'étant pas des actes des institutions de la Communauté, ils visent néanmoins à l'application des traités communautaires. Ces actes se situent donc dans un domaine limité entre le droit international et le droit communautaire. Les règles du droit international, et aussi les dispositions du droit communautaire leur sont applicables. En conséquence, le Parlement souligne que ces actes ne doivent en aucun cas se substituer aux actes communautaires prévus par les traités et que les pouvoirs de la Commission et du Parlement doivent être respectés. Il en est de même pour les actes du Conseil non prévus par les Traités. Le Parlement exprime son inquiétude à l'égard d'une évolution institutionnelle qui consiste dans l'adoption par le Conseil, suivant des procédures non prévues par les traités, de principes politiques, de programmes ou de directives importantes qui sont ensuite automatiquement transformées en actes à caractère obligatoire. Le Parlement demande que soient respectés le droit de proposition de la Commission ainsi que le droit de consultation du Parlement.

Cinquième rapport de l'organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille (5 mai). Dans son rapport (doc. 207) fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, M. Bergmann (soc. all.) se félicite de ce que le cinquième rapport de l'organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille donne un bon aperçu du travail effectué. Le rapporteur fait plusieurs critiques et suggestions qui sont résumées dans la résolution proposée au Parlement et qui tendent à renforcer la sécurité et la salubrité dans les mines de houille.

Au cours du débat, MM. Springorum (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien, Ramaekers (belge), au nom du groupe socialiste, Achenbach (all.), au nom du groupe des libéraux et apparentés, ont constaté que beaucoup de choses ont été faites par l'organe permanent mais que cependant il restait encore beaucoup à faire pour assurer la

sécurité et la salubrité dans les mines de houille, notamment dans le domaine des mesures préventives de sécurité, au sujet de la pneumoconiose et, en général, pour les petits risques quotidiens. M. Raedts (dém.-chr. néerl.) a demandé la mise hors service de puits dangereux et M. Bersani (dém.-chr. it.) l'augmentation des moyens financiers mis à la disposition de l'organe permanent.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission européenne, a mis l'accent sur les réalisations importantes de l'organe permanent malgré ses compétences limitées. Ses moyens d'intervention auprès des Etats membres n'ont qu'une valeur de recommandation. Il a donné l'assurance au Parlement que l'organe permanent poursuivra son action en vue d'améliorer la sécurité et la salubrité dans les mines de houille, malgré toutes les difficultés auxquelles il se heurte.

Aux termes de la résolution adoptée à l'issue du débat, le Parlement européen invite l'organe permanent à s'occuper plus activement des problèmes de salubrité et fait plusieurs suggestions tendant à améliorer la sécurité et la salubrité, notamment dans le domaine de la lutte contre les poussières. Le Parlement regrette le retard de l'étude du facteur humain sur l'étude des problèmes techniques et demande une prévention efficace contre les maladies professionnelles, ainsi que la poursuite des recherches sur la pneumoconiose. Il propose encore un certain nombre de mesures à prendre et invite la Commission et l'Organe permanent à effectuer un relevé comparatif des législations minières en vigueur dans les Etats membres qui puisse servir de base à une réglementation communautaire.

Aménagement des systèmes nationaux de taxes sur les véhicules utilitaires (7 mai). Le Parlement a discuté le rapport (doc. 18) présenté au nom de la commission des transports par M. Bousquet (U. D. E., fr.) sur une proposition de directive concernant l'aménagement des systèmes nationaux de taxes sur les véhicules utilitaires. Pour le rapporteur, cette directive s'inscrit dans le cadre d'une réforme générale de la fiscalité routière placée sous le double signe de l'harmonisation des conditions de concurrence et de la tarification de l'usage des routes. La proposition de la Commission européenne, a précisé M. Bousquet, a pour objet de fonder, pour la première fois, sur des bases économiques solides, la taxation des véhicules utilitaires dans les pays de la Communauté. L'objectif à long terme est la défiscalisation de la taxe de circulation. La directive prend en considération le coût marginal d'usage qui, s'il n'apporte pas encore de solution complète à la tarification de l'usage des infrastructures, permet ce-

pendant de donner un commencement utile à cette tarification en l'orientant dans la bonne direction. Sous réserve de quelques modifications, le rapporteur a recommandé au Parlement de donner un avis favorable à la proposition de directive.

M. Richarts (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien et M. Posthumus (néerl.), président de la commission des transports, au nom du groupe socialiste, ont approuvé la proposition de directive qui constitue un premier pas important vers l'harmonisation des conditions de transport dans la Communauté. De son côté, M. Bodson, membre de la Commission européenne, a apporté quelques précisions sur la proposition de directive et a justifié les choix de la Commission qui propose une nouvelle méthode pour calculer la contribution des routiers au coût de la couverture de l'infrastructure.

Le Parlement a adopté une résolution approuvant, sous réserve de quelques modifications, la proposition de directive qui permet de fonder pour la première fois, sur des bases économiques solides, la taxation des véhicules utilitaires dans les pays de la Communauté. Le Parlement rappelle la nécessité d'arriver, dans des délais raisonnables, à l'uniformisation des taux des taxes dans les six pays membres et souhaite que la Commission propose des mesures visant à réaliser, également pour les autres modes de transport, l'imputation des coûts d'infrastructure.

Liberté d'établissement et libre prestation des services pour les activités de distribution des produits toxiques (8 mai). Sur la base d'un rapport (doc. 17) fait au nom de la commission juridique par M. Dittrich (dém.-chr. all.), le Parlement européen a donné un avis favorable à deux propositions de directives de la Commission européenne concernant la distribution et l'utilisation des produits toxiques. Le Parlement demande que les activités relevant de la distribution d'agents pathogènes et de substances ionisantes soient également incluses dans le champ d'application de la directive concernant la liberté d'établissement et considère indispensable la possession, dans tous les cas, d'un titre donnant accès aux activités de distribution et d'utilisation professionnelles des produits toxiques.

Nouveau membre

Le 8 mai, le Parlement européen a validé le mandat de M. Cipolla (non inscrit, communiste it.) désigné par le Sénat italien le 24 avril 1969 en remplacement de M. Samaritani, décédé.

°
° °

La prochaine session du Parlement européen se tiendra à Luxembourg les 3 et 4 juin 1969.

II. ACTIVITES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

COMMISSION POLITIQUE (1)

Président : M. Scarascia Mugnozza (dém.-chr. it.)

18 mars à Luxembourg - 28 mars à Rome - 29 avril à Bruxelles

Referendum en France. Approbation d'une déclaration : hommage au général de Gaulle pour les services rendus à la France; espoir que les Six montreront par des faits leur volonté de progresser dans la voie de l'unité politique, d'une véritable intégration économique et d'un élargissement de leurs intérêts communs; salut amical et vœux au président Poher, membre de la commission politique, qui assume les fonctions de président de la République par intérim.

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général rédigé par M. Schuijt (dém.-chr. néerl.) : souligne l'Etat de crise de la Communauté résultant des tendances de quelques Etats membres d'écarter les procédures de consultation et de décision prévues par les traités pour l'examen des problèmes communautaires et de rechercher des solutions politiques en dehors des institutions des Communautés; souhaite une conférence des chefs d'Etats et de Gouvernements, avec la participation du président des Communautés.

Accords d'association C.E.E.-Tunisie et C.E.E.-Maroc. Réunion commune avec la commission des relations économiques extérieures et la commission des relations avec les pays africains et malgache associés (voir sous cette commission).

Nomination de rédacteurs d'avis : - M. Carcassonne (soc. fr.) sur des projets de directives concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes pour les médecins et dentistes - M. Giraud (dém.-chr. it.) sur des projets de directives concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes pour les pharmaciens.

COMMISSION ECONOMIQUE (2)

Présidente : Mme Elsner (soc. all.)

27 mars à Rome - 14 et 25 avril à Bruxelles - 7 mai à Strasbourg

Coordination des politiques économiques et coopération monétaire dans la Communauté. Adoption d'un rapport de M. Riedel (dém.-chr. all.) sur le mémorandum de la Commission européenne (voir 1ère partie).

Régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles. Adoption d'un rapport de M. Romeo (lib. it.) sur une proposition de règlement (voir 1ère partie).

Fabrication et mise dans le commerce de la margarine. Adoption d'un avis à la commission des affaires sociales et de la santé publique rédigé par M. Bousch (U.D.E. fr.) : souci d'une information exacte et complète du consommateur.

Nomination de rédacteurs d'avis : - M. Corterier (soc. all.) sur des propositions de directives relatives au régime fiscal commun des sociétés - M. Bersani (dém.-chr. it.) sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés.

COMMISSION DES FINANCES ET DES BUDGETS (3)

Président : M. Spénale (soc. fr.)

24 mars à Rome - 18 et 28 avril à Bruxelles

Institution d'un marché européen des capitaux. Adoption d'un avis à la commission économique rédigé par M. Corterier (soc. all.) : nécessité de prendre des mesures communautaires dans le cadre d'une harmonisation des politiques monétaires, financières et budgétaires.

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général, rédigé par M. Gerlach (soc. all.) : la commission insiste sur l'importance d'une coordination des politiques financières et budgétaires des Etats membres ainsi que sur le problème des ressources propres et de leur contrôle parlementaire.

Nomination de rapporteurs : - M. Artzinger (dém.-chr. all.) sur une proposition de directive concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions entre sociétés d'Etats membres différents - M. Rossi (lib. fr.) sur une proposition de directive concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés et filiales d'Etats membres différents.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE (4)

Président : M. Boscarey-Monsservin (lib. fr.)

25 mars à Rome - 16, 17 et 28, 29 avril à Bruxelles - 5 et 7 mai à Strasbourg

Rapprochement des législations relatives au mesurage de la masse à l'hectolitre des céréales. Adoption d'un rapport de M. Briot (U.D.E. fr.) sur une proposition de directive (voir 1ère partie).

Organisation des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. Adoption d'un rapport de M. Mauk (lib. all.) sur une proposition de règlement (voir 1ère partie).

Conditions du concours du F.E.O.G.A. Adoption d'un rapport de M. Vredeling (soc. néerl.) sur une proposition de règlement (voir 1ère partie).

Régime applicable aux produits transformés à base de céréales et de riz originaires des E.A.M.A. et des P.T.O.M. Adoption d'un avis à la commission des relations avec les pays africains et malgache rédigé par M. Vredeling (soc. néerl.).

Organisation des marchés dans le secteur du tabac brut. Adoption d'un rapport de Mlle Lulling (soc. lux.) sur une proposition de règlement.

Tabacs en provenance des E.A.M.A. et des P.T.O.M. Adoption d'un avis à la commission des relations avec les pays africains et malgache rédigé par Mlle Lulling (soc. lux.) sur une proposition de règlement : le régime d'importation des tabacs devrait être un régime de franchise - dans le cadre du renouvellement de la Convention de Yaoundé, il faudrait prévoir des aides à la diversification et à la production du tabac.

Fabrication et mise dans le commerce de la margarine. Adoption d'un avis à la commission des affaires sociales et de la santé publique rédigé par M. Dewulf (dém.-chr. belge) sur une proposition de règlement :

la commission refuse que l'application des mesures proposées par la Commission européenne soient subordonnées à l'avis conforme d'un comité d'experts. Elle se prononce pour la procédure des comités de gestion.

Régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles. Adoption d'un avis à la commission économique rédigé par M. Bading (soc. all.) sur une proposition de règlement : la taxe sur les importations de ces marchandises devra être inscrite au budget des Communautés (voir 1ère partie).

Nomination de rapporteurs : - M. Dulin (lib. fr.) sur une proposition de règlement portant organisation du marché du lait et des produits laitiers - M. Vals (soc. fr.) sur des dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole - M. Klinker (dém.-chr. all.) sur une proposition de règlement portant organisation commune du marché du sucre - M. Briot (U.D.E. fr.) sur une proposition de règlement fixant les normes de qualité des matériels forestiers de reproduction.

Nomination de rédacteurs d'avis : - M. Cointat (U.D.E. fr.) sur une proposition de règlement concernant la fabrication et la mise dans le commerce du jus de fruits et produits similaires - M. Bading (soc. all.) sur plusieurs propositions de règlements concernant l'importation de différents produits de la Tunisie, du Maroc, de l'Espagne et de la Turquie - M. Radoux (soc. belge) sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés - M. Bading (soc. all.) sur deux règlements portant conclusion des accords d'association entre la C.E.E. et la Tunisie et la C.E.E. et le Maroc - M. Baas (lib. néerl.) sur un règlement relatif au financement des dépenses effectuées par l'Italie pour l'indemnisation de la perte de valeur de l'huile d'olive en stock au moment de la mise en vigueur du règlement n° 136.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE PUBLIQUE (5)

Président : M. Müller (dém.-chr. all.)

18, 19 mars et 1er avril à Bruxelles - 2 avril à Ostende - 15 avril à Bruxelles - 24 et 25 avril à Norhorn - 30 avril à Bruxelles

Résultats de la session du Conseil des ministres des affaires sociales :
La commission invite le Conseil à se réunir plus souvent afin d'aboutir

à des progrès concrets en matière d'harmonisation prescrite par le Traité et rappelle la nécessité de la convocation rapide d'une conférence sur les problèmes de l'emploi.

Rapprochement des législations concernant les pâtes alimentaires : Adoption d'un rapport de M. Santero (dém.-chr. it.) sur une proposition de directive (voir 1ère partie).

Liberté d'établissement et libre prestation des services concernant les activités de distribution des produits toxiques. Adoption d'un avis à la commission juridique rédigé par M. Berkhouwer (lib. néerl.) sur des propositions de directive : nécessité d'une harmonisation accélérée (voir 1ère partie).

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général rédigé par M. Servais (dém.-chr. belge) : déplore le retard dans la définition d'une véritable politique sociale communautaire et demande que la coordination indispensable des politiques économiques soit réalisée en tenant compte des impératifs sociaux et sanitaires.

Audition des représentants des syndicats sur les problèmes de la pêche et mission d'étude de ces problèmes à Ostende.

Audition d'experts en matière de lutte contre les pesticides.

Echange de vues avec les représentants de la Commission européenne et des régions de l'Emsland, de la Twente et de la Gueldre orientale sur les problèmes de reconversion qui se posent dans cette zone et visite sur place.

Nomination de rapporteurs : - M. Baumel (U.D.E. fr.) sur l'exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté - M. Ricci (dém.-chr. it.) sur un règlement concernant la fabrication et le commerce des jus de fruits et produits similaires.

Nomination de rédacteurs d'avis : - M. Bergmann (soc. all.) sur la communication relative à une première orientation pour une politique énergétique communautaire - M. Jarrot (U.D.E. fr.) sur des propositions de directive concernant la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour les activités des médecins - M. Merchiers (lib. belge) sur une proposition de recommandations concernant la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour la fabrication des médicaments.

COMMISSION DES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES (6)

Président : M. de la Malène (U.D.E. fr.)

18 mars à Luxembourg - 29 mars à Rome - 21 et 28 avril à Bruxelles -
8 mai à Strasbourg

Organisation des marchés des produits transformés à base de fruits et légumes. Adoption d'un avis à la commission de l'agriculture rédigé par M. Westerterp (dém.-chr. néerl.) sur une proposition de règlement : sous réserve de quelques modifications la commission est d'accord pour l'institution du système de préfinancement des restitutions en faveur de ces produits (voir 1ère partie).

Régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles. Adoption d'un avis à la commission économique rédigé par M. Klinker (dém.-chr. all.) sur une proposition de règlement (voir 1ère partie).

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général, rédigé par M. Löhr (dém.-chr. all.) : la commission invite la Commission européenne à ne pas relâcher ses efforts en vue de réaliser la politique commerciale communautaire dans les délais fixés par le traité de Rome et s'inquiète des tendances protectionnistes qui se manifestent aux Etats-Unis.

Accords d'association C.E.E.-Tunisie et C.E.E.-Maroc. Réunion commune avec la commission politique et la commission des relations avec les pays africains et malgache (voir sous cette commission).

Nomination de rapporteurs : - M. Fanton (U.D.E. fr.) sur les accords d'association entre la Communauté et la Tunisie et le Maroc - M. Westerterp (dém.-chr. néerl.) sur des règlements relatifs aux importations des agrumes originaires de Turquie, d'Espagne et d'Israël.

Nomination de rédacteurs d'avis : - M. Bading (soc. all.) sur une proposition de règlement relative à la coordination et à l'unification des régimes d'importation des fruits et légumes des pays tiers; M. Radoux (soc. belge) sur les mesures de sauvegarde dans les secteurs des différents produits agricoles.

M. Boano (dém.-chr. it.) et M. Fanton (U.D.E. fr.) ont été chargés respectivement de suivre l'évolution des relations C.E.E.-Espagne et C.E.E.-Inde.

COMMISSION JURIDIQUE (7)

Président : M. Deringer (dém.-chr. all.)

15 et 29 avril à Bruxelles

Activités de la distribution et de l'utilisation professionnelles des produits toxiques. Adoption du rapport de M. Dittrich (dém.-chr. all.) sur des propositions de directives (voir 1ère partie).

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général, rédigé par M. Ribière (U.D.E. fr.) : la commission a examiné les problèmes juridiques posés par le droit d'établissement et la libre prestation des services, le rapprochement des législations et la création d'un droit européen par conventions, la jurisprudence et les compétences de la Cour de Justice, le passage à la phase définitive du marché commun.

Adaptation des contingents bilatéraux et du nombre des autorisations de transit pour les transports de marchandises par route. Adoption d'un avis à la commission des transports rédigé par M. Jozeau-Marigné (lib. fr.) sur une proposition de directive.

Rapprochement des législations relatives au freinage, aux entrées et sorties et aux dispositifs de direction des véhicules à moteur. Adoption d'un avis à la commission des transports rédigé par M. Jozeau-Marigné (lib. fr.) sur plusieurs propositions de directive.

Première orientation pour une politique énergétique communautaire. Adoption d'un avis à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques rédigé par M. Estève (U.D.E. fr.) sur la communication de la Commission européenne : la construction d'une politique globale de l'énergie doit se faire dans le cadre communautaire en évitant le plus possible les accords gouvernementaux.

Nomination de rapporteurs : - M. Estève (U.D.E. fr.) sur une directive relative à la liberté d'établissement dans l'agriculture - M. Boertien (dém.-chr. néerl.) sur des directives et des recommandations se rapportant aux activités non salariées du médecin et du dentiste - M. Dittrich (dém.-chr. all.) sur des directives et une recommandation concernant les activités non salariées ayant trait aux médicaments.

Nomination de rédacteurs d'avis : - M. Carcassonne (soc. fr.) sur une directive concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions

de sociétés d'Etats membres différents - M. De Gryse (dém.-chr. belge) sur une directive concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères d'Etats membres différents - M. Jozeau-Marigné (lib. fr.) sur une directive relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents émulsifiants et autres destinés à l'alimentation humaine - M. Burger (soc. néerl.) sur l'application des dispositions réglementaires concernant les limitations du nombre des orateurs et du temps de parole.

COMMISSION DE L'ENERGIE, DE LA RECHERCHE ET DES PROBLEMES ATOMIQUES (8)

Président : M. Leemans (dém.-chr. belge)

18 mars à Bruxelles - 27 mars à Rome - 15 et 24 avril à Bruxelles

Poursuite des travaux de la commission concernant la recherche dans l'université et ses implications pour la jeunesse européenne, la première orientation pour une politique énergétique communautaire et les problèmes de l'Euratom.

Nomination de M. Kaspereit (U.D.E. fr.) comme rédacteur d'un avis sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés.

COMMISSION DES TRANSPORTS (9)

Président : M. Posthumus (soc. néerl.)

21 mars et 14 avril à Bruxelles - 7 mai à Strasbourg

Aménagement des systèmes nationaux de taxes sur les véhicules utilitaires. Adoption du rapport de M. Bousquet (U.D.E. fr.) sur une proposition de directive (voir 1ère partie).

Nomination de M. Cousté (U.D.E. fr.) comme rapporteur sur une proposition de directive concernant le rapprochement des législations des Etats membres sur les dispositifs de direction des véhicules.

Nomination de M. Fellermaier (soc. all.) comme rédacteur d'un avis sur le deuxième rapport général sur l'activité des Communautés.

COMMISSION DE L'ASSOCIATION AVEC LA GRECE (10)

Président : M. Glinne (soc. belge)

26 mars à Rome - 30 avril à Bruxelles

Situation politique en Grèce. Adoption d'un rapport de M. Scarascia Mugnozza (dém.-chr. it.) sur les effets de la situation politique grecque actuelle sur le fonctionnement de l'association (voir 1ère partie).

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général rédigé par M. Berthoin (lib. fr.) : prend acte du fait que l'association C. E. E.-Grèce est limitée, depuis le 21 avril 1967, à la seule gestion des affaires courantes; dans cette situation, on ne peut imaginer un développement de l'association sur le plan politique.

Election de M. Pintus (dém.-chr. it.) à la vice-présidence de la commission.

COMMISSION DE L'ASSOCIATION AVEC LA TURQUIE (11)

Président : M. De Winter (dém.-chr. belge)

15 avril à Bruxelles

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général, rédigé par M. Hahn (dém.-chr. all.) : la commission regrette que le rapport général ne contienne pas d'appréciation, en fonction de critères politiques, du fonctionnement de l'association ni d'analyse approfondie des recommandations de la commission parlementaire mixte C. E. E.-Turquie. La commission approuve l'activité de la Commission européenne sur le plan du resserrement des liens établis avec la Turquie.

Septième session de la commission parlementaire mixte C. E. E.-Turquie. Adoption du programme général de cette session qui se tiendra à Paris du 15 au 18 mai : examen du IVe rapport annuel d'activité du Conseil d'association et échange de vues sur les négociations en cours relatives au passage de la phase préparatoire à la phase transitoire de l'association. Confirmation de M. Hahn (dém.-chr. all.) dans ses fonctions de rapporteur.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS AFRICAINS ET MALGACHE (12)

Président : M. Achenbach (lib. all.)

18 mars à Luxembourg - 28 mars à Rome - 25 avril à Bruxelles - 5 mai à Strasbourg

Régime applicable à certains produits agricoles originaires des E. A. M. A. et des P. T. O. M. Adoption d'un rapport de M. Dewulf (dém.-chr. belge) sur une proposition de règlement (voir 1ère partie).

Régime applicable aux produits transformés à base de céréales et de riz originaires des E. A. M. A. et P. T. O. M. Adoption d'un rapport de M. Armengaud (lib. fr.) sur une proposition de règlement.

Deuxième rapport général sur l'activité des Communautés. Adoption d'un avis à l'intention du rapporteur général rédigé par M. Armengaud (lib. fr.) : le développement des relations de la Communauté avec d'autres pays africains pose le problème de la sauvegarde des intérêts des 18 Etats associés à la Communauté par des liens particuliers; sur le plan mondial, nécessité d'une coordination de l'action des pays industrialisés pour conclure des accords mondiaux sur la stabilisation des prix des matières premières.

Renouvellement de la convention de Yaoundé : la commission a exprimé sa déception à l'issue des travaux du Conseil d'association en mars et a demandé que les négociations progressent rapidement et efficacement. M. Achenbach (lib. all.) a été chargé de faire rapport à ce sujet au Parlement.

Régime d'importation applicable aux tabacs en provenance des E. A. M. A. et des P. T. O. M. Adoption d'un rapport de M. Briot (U.D.E. fr.) sur une proposition de règlement.

Aide aux populations du Nigéria : la commission a demandé que cette aide soit augmentée et accélérée.

Accords d'association C. E. E. - Tunisie et C. E. E. - Maroc : Réunion commune avec la commission politique et la commission des relations économiques extérieures : ces accords ne prévoyant aucune disposition concernant des institutions parlementaires, les commissions insistent sur l'utilité des organes parlementaires paritaires dans le cadre de tels accords, au cours d'un échange de vues avec le président en exercice du Conseil, M. Thorn.

III. AUTRES INFORMATIONS

INTERGROUPE D'ETUDE POUR LES PROBLEMES REGIONAUX ET LOCAUX

Président : M. Dehousse (soc. belge)

22 avril à Bruxelles

M. von der Groeben, membre de la Commission européenne, porta à la connaissance des membres de l'intergroupe, les idées fondamentales de son exposé fait devant le Parlement, le 6 mai (voir 1ère partie). M. Pleven (lib. fr.) insista pour que la Commission concrétise son activité dans le domaine de la politique régionale.

QUESTIONS ECRITES

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 37, du 20 mars 1969, publie les réponses aux questions écrites de :

M. Vredeling (n° 227/68, 30.10.68) au Conseil sur l'accord international de 1967 sur les céréales.

M. Berkhouwer (n° 253/68, 6.12.68) à la Commission sur les tarifs des télécommunications.

M. Vredeling (n° 258/68, 17.12.68) à la Commission sur la vente par adjudication de stocks de beurre détenus par l'organisme d'intervention néerlandais et sur la vente de lait écrémé en poudre de stock public.

M. Apel (n° 265/68, 20.12.68) à la Commission sur la baisse des prix des ronds à béton décidée par le "Walzstahlkontor West".

M. Vredeling (n° 278/68, 10.1.69) à la Commission sur les ventes par adjudication de produits agricoles.

M. Vredeling (n° 279/68, 10.1.69) à la Commission sur les mesures de sauvegarde prises conformément à l'article 108, paragraphe 3, du traité.

M. Vredeling (n° 285/68, 15.1.69) à la Commission sur les conventions relatives à l'aide alimentaire aux pays en voie de développement.

M. Vredeling (n° 288/68, 15.1.69) au Conseil sur l'application de l'article 7, paragraphe 1, du règlement n° 25 relatif au financement de la politique agricole commune.

M. Vredeling (n° 289/68, 15.1.69) au Conseil sur le règlement relatif à la définition du territoire douanier de la Communauté.

M. Cousté (n° 293/68, 16.1.69) à la Commission sur l'équivalence des diplômes.

M. Oele (n° 295/68, 20.1.69) à la Commission sur la pollution de l'atmosphère par des aciéries dans la Communauté.

M. Vredeling (n° 296/68, 20.1.69) à la Commission sur la publication de la décision du Conseil portant conclusion d'accords multilatéraux signés à l'issue de la conférence de négociations commerciales 1964-1967.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 42, du 2 avril 1969, publie les réponses aux questions écrites de :

M. Vredeling (n° 241/68, 15.11.68) au Conseil sur l'aide d'urgence, sous forme de poudre de lait, à la population nigérienne.

M. Vredeling (n° 257/68, 17.12.68) à la Commission sur l'aide financière accordée par la Communauté lors de catastrophes en Italie.

M. Mauk (n° 267/68, 23.12.68) à la Commission sur les propositions concernant les structures de productions agricoles dans la Communauté.

M. Oele (n° 268/68, 23.12.68) à la Commission sur les résultats de l'enquête sur la tendance aux concentrations qui se manifeste dans le Marché commun.

M. Oele (n° 277/68, 9.1.69) à la Commission sur les restrictions aux exportations d'acier aux Etats-Unis.

M. Vredeling (n° 282/68, 14.1.69) au Conseil sur le groupe de travail "Politique de la recherche scientifique et technique".

M. Vredeling (n° 287/68, 15.1.69) à la Commission sur l'application de l'article 7, paragraphe 1, du règlement n° 25 relatif au financement de la politique agricole commune.

M. Ramaekers (n° 290/68, 16.1.69) à la Commission sur l'équivalence des diplômes d' "ingénieurs techniciens" dans le cadre de la C. E. E.

M. Vredeling (n° 297/68, 29.1.69) à la Commission sur les travaux du Comité de gestion des plantes vivantes et des produits de la floriculture.

M. Vredeling (n° 300/68, 29.1.69) à la Commission sur l'application de la procédure de l'article 169 du traité de la C. E. E. à l'encontre du gouvernement néerlandais.

M. Müller (n° 305/68, 29.1.69) à la Commission sur les tarifs désavantageux des communications téléphoniques internationales.

M. Kriedemann (n° 306/68, 31.1.69) à la Commission sur la supranationalité des Communautés.

M. Vredeling (n° 308/68, 3.2.69) à la Commission sur l'action en vue du développement interne des Communautés.

M. Vredeling (n° 309/68, 3.2.69) à la Commission sur la participation de la Communauté aux travaux du groupe "Produits laitiers".

M. Vredeling (n° 310/68, 3.2.69) à la Commission sur la publication des règlements du Conseil après consultation du Parlement.

M. Vredeling (n° 313/68, 3.2.69) à la Commission sur la procédure de délivrance des permis de séjour.

M. Vredeling (n° 314/68, 3.2.69) à la Commission sur la politique commerciale commune de la Communauté.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 46, du 9 avril 1969, publie les réponses aux questions écrites de :

M. Dichgans (n° 263/68, 18.12.68) à la Commission sur l'exemption de toute imposition pour les envois de cadeaux à l'intérieur de la Communauté.

M. Kriedemann (n° 273/68, 7.1.69) à la Commission sur le financement des excédents de sucre dans la C. E. E.

M. Kriedemann (n° 274/68, 7.1.69) à la Commission sur les prix des céréales.

M. Vredeling (n° 280/68, 10.1.69) à la Commission sur la vente à l'armée et aux unités assimilées de beurre à prix réduit.

M. Cousté (n° 294/68, 16.1.69) à la Commission sur les charges sociales des armateurs.

M. Vredeling (n° 299/68, 29.1.69) à la Commission sur la réalisation de la liberté d'établissement des étrangers au Luxembourg et en France.

M. Vredeling (n° 301/68, 29.1.69) à la Commission sur la répartition entre les Etats membres du contingent tarifaire communautaire pour l'année 1968.

M. Müller (n° 307/68, 31.1.69) à la Commission sur la mise en vigueur de la directive du Conseil du 26 janvier 1965, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques.

M. Vredeling (n° 312/68, 3.2.69) au Conseil sur les règlements du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires.

M. Apel (n° 315/68, 4.2.69) à la Commission sur le traité commercial franco-soviétique.

M. Vredeling (n° 318/68, 5.2.69) à la Commission sur la réduction de la production agricole au Danemark.

M. Vredeling (n° 319/68, 5.2.69) à la Commission sur le retard dans la publication des décisions de la Commission.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 50, du 21 avril 1969, publie les réponses aux questions écrites de :

M. Vredeling (n° 284/68, 15.1.69) à la Commission sur les aides du gouvernement français aux personnes économiquement faibles.

M. Dröscher (n° 291/68, 16.1.69) à la Commission et au Conseil sur la politique commune de la recherche et de la culture.

M. Vredeling (n° 302/68, 29.1.69) à la Commission sur la conclusion et l'exécution des accords intergouvernementaux particuliers relatifs à l'obligation pour les Etats membres de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers.

M. Oele (n° 304/68, 29.1.69) à la Commission sur l'accroissement des revenus que les agriculteurs allemands tirent de la production de céréales.

M. Vredeling (n° 320/68, 5.2.69) à la Commission sur l'impôt sur le chiffre d'affaires perçu au Grand-Duché de Luxembourg sur les produits agricoles.

M. Oele (n° 322/68, 5.2.69) à la Commission sur les prix des ronds à béton.

M. Deringer (n° 323/68, 7.2.69) à la Commission sur les contrats de licence en France.

M. Vredeling (n° 325/68, 14.2.69) à la Commission sur l'aide alimentaire en faveur de la Turquie.

M. Vredeling (n° 332/68, 26.2.69) à la Commission sur l'utilisation de lysine dans le blé.

M. Apel (n° 336/68, 27.2.69) à la Commission sur le respect du délai de réponse aux questions écrites.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 52, du 24 avril 1969, publie les réponses aux questions écrites de :

M. Vredeling (n° 326/68, 14.2.69) à la Commission sur la mise en place d'une commission d'experts chargée de la formation professionnelle des agriculteurs dans le cadre du programme "Agriculture 1980".

M. Bersani (n° 331/68, 26. 2. 69) à la Commission sur les relations de la C. E. E. avec l'Inde.

M. Oele (n° 343/68, 7. 3. 69) à la Commission sur la situation dans le secteur du coke.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 58, du 10 mai 1969, publie les réponses aux questions écrites de :

M. Cousté (n° 333/67, 22. 2. 68) à la Commission sur l'interdiction de l'importation en Italie des graines de colza communautaires et des huiles de colza.

M. Vredeling (n° 260/68, 17. 12. 68) à la Commission sur la grève des travailleurs agricoles en Sicile.

M. Vredeling (n° 281/68, 10. 1. 69) à la Commission sur l'aide nationale accordée au lait, en Belgique, en fonction de la qualité.

M. Apel (n° 324/68, 10. 2. 69) à la Commission sur la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de service.

M. Berkhouwer (n° 329/68, 21. 2. 69) à la Commission sur le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux taxes d'affranchissement du courrier.

M. Vredeling (n° 333/68, 26. 2. 69) à la Commission sur la construction d'une usine européenne pour la fabrication d'uranium enrichi.

M. Vredeling (n° 337/68, 4. 3. 69) à la Commission sur l'essence à prix réduit pour les touristes se rendant en Italie.

M. Vredeling (n° 338/68, 4. 3. 69) à la Commission sur l'unification des régimes d'importation et l'application de mesures de sauvegarde dans le secteur des plantes vivantes et des produits de la floriculture.

M. Oele (n° 10/69, 14. 3. 69) à la Commission sur le renforcement de la publicité des ententes horizontales et des formes de coopération entre entreprises.

BUREAUX D'INFORMATION DU PARLEMENT EUROPEEN

BRUXELLES, Palais des Congrès, 3, place Coudenberg - Tél. 11.28.81

PARIS (8ème), 41, rue de Courcelles - Tél. 227. 22. 28

ROME, via del Corso, 184 - Tél. 67. 05. 07